

13 OCTOBRE 1941, PÉRIGNY, PÉTAÏN SE FAIT MAÎTRE D'ECOLE



DR

Le lundi 13 octobre 1941, la petite commune de Périgny (575 habitants), située à 20 kilomètres de Vichy reçoit le Maréchal Pétain, chef de l'Etat Français, pour une visite brève (parti de Vichy à 14 heures 15, il quitte Périgny à 15 heures 30), mais à laquelle il souhaite donner une portée nationale. Il vient en effet y prononcer, à l'occasion de la rentrée scolaire, depuis l'école du village, une allocution radiodiffusée portant spécifiquement sur les questions d'éducation, à destination des élèves mais, au-delà, de tous les Français. Il est donc accompagné d'un aréopage de personnalités ; sont présents Adolphe Terracher, secrétaire général du ministère et ancien recteur de Strasbourg, qui représente Jérôme Carcopino, ministre de l'Instruction Publique, le général Laure, secrétaire général du chef de l'Etat, Bernard Ménétre, secrétaire particulier de Pétain, Roger De Saivre, chef adjoint de son cabinet civil, Guillaume de Tournemire, le chef des Compagnons de France, Duvivier, le directeur de Radio Nationale, le préfet Lucien Porte¹, le sous-préfet Marage, l'Inspecteur d'Académie Bardaf, et l'Inspecteur primaire Lhéritier. Pétain est accueilli par le maire de Périgny, Mr Meunier, accompagné de la section locale de la Légion des Combattants. Il se rend dans l'école publique du village, où l'attendent les instituteurs, Mr et Mme Martel², et 48 élèves, garçons et filles, regroupés dans la même salle, mais occupant des rangées séparées. A 14 heures 45, Pétain, qui a abandonné l'uniforme pour un costume civil, s'installe au bureau de l'instituteur, situé sur une estrade, derrière laquelle se trouve un portrait du chef de l'Etat, avec sur les côtés un tableau noir sur lequel figure l'énoncé d'un problème de calcul ; il prend la parole et s'adresse aux écoliers de France³ :

¹ Le 13 septembre, le Préfet a adressé un message à tous les instituteurs du département de l'Allier (*Le Progrès de l'Allier* 13 septembre 1941). Rappelons qu'à l'époque, les instituteurs sont sous la tutelle préfectorale.

² L'on notera que, sur la photographie diffusée par les services de l'Etat Français, l'institutrice se tient en retrait par rapport à son mari. Faut-il y voir l'effet d'un « machisme » propre au régime de Vichy ou une posture qui était de longue date celle de la société tout entière ? Nous penchons pour la deuxième hypothèse : avant 1939, comme après-guerre, dans les couples d'instituteurs, le mari était toujours en charge des grandes classes, l'épouse, selon un partage des tâches implicite dans une société genrée, en charge de la petite enfance...

³ Carcopino, Secrétaire d'Etat à l'Education Nationale, a adressé le 10 octobre une circulaire à tous les instituteurs afin « [...] que dans les grandes villes comme dans les plus petits villages, il sera certainement possible qu'un poste de radio, prêté si nécessaire par une famille, soit installé dans une des classes [...] ».

1. Le message sera ensuite affiché dans les classes, distribué sous forme de brochures, comme chaque fois que le maréchal Pétain diffusait un message à la jeunesse (circulaire de Verrier, directeur de cabinet du ministre Carcopino, 13 juin 1941 AN F 17 13319).

Jeunes élèves des écoles de France,

Si j'ai désiré vous parler aujourd'hui, au moment où vous recommencez une année scolaire, c'est qu'il faut que vous sachiez que je compte absolument sur vous pour m'aider à reconstruire la France, à faire des Français un grand peuple loyal et honnête.

Et je ne veux pas attendre que vous soyez devenus de grandes personnes pour vous demander de le faire. L'année dernière, pour Noël, plus de deux millions d'entre vous m'ont dit qu'ils m'aimaient de tout leur cœur, et ils m'ont envoyé de magnifiques dessins. C'est très bien, mais puisque vous voulez être avec moi, il ne suffit pas de me le dire, il faut le montrer à tout le monde.

Comme tous les hommes, les écoliers ont contre eux des adversaires. Il me faut des filles et des garçons courageux pour entreprendre la lutte contre deux de ces principaux adversaires.

Le premier, c'est l'oubli des bonnes résolutions. Je me souviens très bien que, lorsque j'avais votre âge, mes camarades et moi, devant nos cahiers et nos livres neufs, nous en avions de ces « bonnes résolutions ». Nous étions tous désireux de bien travailler et je suis sûr que vous êtes comme nous... Mais certains oublient très vite les bonnes résolutions prise le jour de la rentrée des classes. Je viens justement vous demander de les garder en vous aussi longtemps qu'il faudra. C'est ce qu'on nomme la ténacité.

C'est une qualité qui manque un peu aux Français. La ténacité, pourtant, est très utile dans la vie et elle permet à ceux qui la possèdent de réussir mieux que ceux qui n'en ont pas.

Et voici maintenant le second adversaire à combattre : je veux parler de la déloyauté en classe. Je suis attristé en pensant que certains d'entre vous ne résistent pas à la tentation et qu'ils copient ou qu'ils trichent pour gagner quelques points. C'est une faute et je veux qu'elle cesse. Parmi vous les plus nombreux ne copient pas. Je leur demande d'avoir le courage de leur opinion et d'arriver à empêcher les autres de le faire. On m'a expliqué que certains d'entre vous ont déjà agi, qu'ils ont organisé des « ligues de loyauté » qui ont eu beaucoup de succès. Je les en félicite. Je suis certain que vos maîtres et vos professeurs vous conseilleront et vous aideront dans cette voie. Adressez-vous à eux...et surtout donnez un bon exemple à vos voisins...

Donnez un bon exemple, même si dans le passé, vous vous étiez laissés entraîner ! Rachetez-vous en résistant davantage dans l'avenir...

Il faut que vous sachiez que, dans votre vie, vous aurez à dire « NON » à toutes sortes de tentations. C'est pourquoi je vous dis à vous ce que je disais à mes soldats dans l'autre guerre : COURAGE ! NE CEDEZ PAS...

Je vous demande de m'aider de ces deux façons là dès aujourd'hui. Vous pouvez le faire même si vous êtes encore tout jeunes. Une bonne action a de la valeur à tout âge.

Faites donc des efforts pour bien travailler pendant TOUTE l'année et pas seulement pendant quelques jours. Ensuite, soyez des filles et des garçons FRANCS et LOYAUX...

Essayez. Tenez- moi au courant de vos efforts.

A tous, je souhaite pour cette année : BON TRAVAIL, BON COURAGE et BONS RESULTATS.

A la fin du discours, qui sera distribué sous forme de brochure dans toutes les écoles, les enfants entonnent La Marseillaise, sous la direction de l'institutrice, en insistant sur le couplet cher à Pétain, « *Amour sacré de la Patrie* ». Puis, le Maréchal fait remettre un cadeau à chacun des enfants, aux filles une broche, aux garçons un couteau de poche. Il s'entretient avec l'instituteur à propos des résultats aux examens, évidemment excellents (sept reçus au certificat d'études sur sept présentés), donne quelques conseils. A la sortie de l'école, il rencontre les membres de la Légion des Combattants, s'enquiert auprès

du maire de l'organisation du sport, de la façon dont le catéchisme est enseigné, des activités agricoles pratiquées par les enfants dans le cadre des jardins scolaires. Après une autre Marseillaise et la descente des couleurs, Pétain regagne Vichy⁴.



DR

Dans ce discours de Périgny, qui ne comporte aucune annonce importante, ni même une tentative de justification politique (le public enfantin ne s'y prête guère), Pétain est venu dispenser une leçon de morale. D'emblée, il s'adresse aux élèves sur un ton qui se veut de proximité, patelin et bienveillant, se place dans la posture de celui qui, recru d'âge et d'expérience (cf. la référence à sa propre enfance), se pose en guide d'une jeunesse inexpérimentée et soumise à toutes les tentations pernicieuses. Mais, au-delà de cette enfance innocente, il s'adresse aussi à leurs parents et à l'ensemble des Français ; les valeurs qu'il met en avant sont aussi celles qui, ayant fait défaut à l'heure des combats de l'année précédente, doivent être, selon lui, mises à l'honneur par tous afin d'assurer l'avenir et « *reconstruire la France* ».

Pétain adopte donc une posture paternaliste, protectrice et dispensatrice de bienfaits descendant de l'Olympe, voire du pardon et de l'absolution pour les fautes passées. Aussi présente-t-il sa venue comme une récompense accordée à des enfants sages. Le propos devient moralisateur, parfois culpabilisant et, sur un ton quasi prêcheur, met en avant les valeurs de l'effort, de la fidélité, de la patience, de la ténacité, du courage, de la persévérance, de la franchise et de la loyauté. Sans le dire, il dénonce ainsi entre les lignes ce qui, aux yeux des pétainistes, a constitué la cause majeure du désastre de 1940 : la société de loisirs et d'hédonisme, la lâcheté, la faiblesse morale, la tromperie, derrière lesquelles il n'est pas très difficile d'entrevoir la III^e République et le Front populaire honnis. Autrement dit, sous une apparence de neutralité idéologique revendiquée et de bienveillance pateline, Pétain prononce un discours fortement idéologisé, imprégné d'ordre moral, et ce, dans une salle de classe et devant des enfants de moins de quatorze ans.

Même si l'on prend en compte la nature particulière du public, l'impression dominante est celle d'un discours quelque peu lénifiant, parfois prudhommesque et d'un moralisme assez étriqué. Peut-on

⁴ D'après *La Croix*, 15 octobre 1941.

envisager que les auteurs du discours ne l'aient pas perçu ? Ou plutôt, cette leçon de morale n'a-t-elle pas d'emblée été voulue et écrite comme telle dans un but précis ?

Pourquoi en effet cette visite et ce discours ? Pourquoi à cette date ? Pourquoi en ce lieu ? Le choix du village de Périgny n'est pas neutre. Outre qu'il est proche de Vichy et permet un aller-retour rapide dans l'après-midi, il est un archétype de la France rurale telle que la Révolution Nationale l'idéalise, dans ses discours autant que dans ses productions graphiques. Village d'agriculteurs, Périgny est, pour les autorités de Vichy, un concentré de la France traditionnelle, terrienne, et des valeurs que la doctrine officielle prête à celle-ci, la ténacité⁵, le sens de l'effort, de la durée et de la profondeur du temps. Ce n'est donc pas un hasard si les autres visites aux écoles qu'a pu faire Pétain ont également eu lieu dans la ruralité bourbonnaise ; quelques mois plus tôt, le 12 septembre 1940, il s'était rendu à Billezois, lors de l'inauguration d'un terrain de sports, axe majeur de la réforme éducative en cours sous l'autorité de Jean Borotra, Commissaire général aux sports⁶. Quelques jours plus tard, le 28 septembre 1940, Pétain s'était invité, d'une façon présentée comme impromptue, en compagnie de Peyrouton, ministre de l'Intérieur, dans la petite école de Lalizolle, dans laquelle il se faisait abondamment photographier, là aussi devant un tableau noir sur lequel figurait une « leçon de choses » traitant des champignons. Autrement dit, les trois visites aux écoles se font dans des villages de la ruralité bourbonnaise, archétype de la France profonde, dans des écoles campagnardes idéalisées avec blouses grises, encre violette, enfants sages et leçons de choses à l'ancienne, une sorte d'image d'Epinal iconique. S'y ajoute le 4 septembre 1941, une visite à l'école Jules Ferry de Vichy, où se tient une exposition « d'enseignement agricole et d'artisanat rural des écoles primaires » présentant des travaux d'élèves. Dans l'imaginaire de la Révolution Nationale, la ruralité est parée de toutes les vertus, la ville ravalée aux miasmes de la modernité. Cette vision est relayée par les serviteurs du régime, par exemple par le Préfet de l'Allier, Lucien Porte lors de sa visite aux maires des cantons de Bourbon L'Archambault et Cérilly (*Le Progrès de l'Allier*, 28 juin 1941).

Que nous apprennent cette visite à Périgny, très ritualisée, et ce discours, d'apparence assez anodine ? Ils sont susceptibles d'une double lecture : à la fois révélateurs d'une idéologie, d'une politique scolaire mais également de ses limites et donc, peut-être, d'une tentative, vaine en l'occurrence, afin de regagner la confiance, déjà en partie perdue, du monde enseignant.

Vichy et l'Ecole ; les postulats idéologiques ; une visite révélatrice du rapport de Vichy à l'école

Les questions relatives à la jeunesse et donc à l'éducation sont au centre des préoccupations de « l'Etat Français », surtout dans les mois qui ont suivi la défaite et l'installation des autorités à Vichy. Pétain lui-même a toujours fait savoir qu'il portait un grand intérêt à ces questions, et ce bien avant de devenir chef de l'Etat. En 1934, ministre de la Guerre dans le cabinet Doumergue, il a fait demander, en vain, au président du Conseil de pouvoir cumuler cette fonction avec celle de ministre de l'Education, disant alors en privé « *vouloir s'occuper des instituteurs communistes* ».

Au-delà de cet intérêt personnel du chef de l'Etat, il faut relever que d'emblée, et parfois même avant le 10 juillet 1940, les membres de l'entourage de Pétain font connaître leur volonté d'une profonde réforme du système éducatif. Le sujet a été débattu le 5 juillet, alors même qu'à cette date, d'autres priorités semblaient devoir s'imposer⁷. Si le sujet s'invite au premier plan des projets gouvernementaux, c'est que la question éducative est au cœur de la Révolution nationale qui est envisagée. Pour beaucoup des nouveaux dirigeants, l'école porte une responsabilité dans la défaite de mai-juin. Les valeurs qu'elle a propagées depuis des décennies auraient dévitalisé la jeunesse, affaibli le patriotisme et l'esprit combattant. Cette « école sans Dieu », depuis les lois laïques de 1882-85, aurait fait perdre à la jeunesse le sens des valeurs, l'esprit de sacrifice et les vertus d'obéissance et de respect. Mal armés moralement

⁵ L'évocation de la ténacité est, de façon subliminale, une référence aux combattants de 1914-1918, dont certains sont présents à Périgny dans le cadre de la Légion des Combattants. La ténacité - c'est à dire littéralement la capacité à tenir face à une situation difficile -, est en effet la vertu principale à laquelle ont fait appel les chefs militaires (dont Pétain à Verdun) pour faire face aux assauts allemands.

⁶ Le terrain de sport de Billezois est le premier des cinquante mille terrains de sport que le gouvernement entend créer.

⁷ C'est ce même jour qu'a lieu le bombardement de Mers El Kébir.

par une école propageant le matérialisme et l'individualisme, ces jeunes hommes, devenus des combattants, auraient donc été dans l'incapacité de défendre la patrie envahie. De plus, les dirigeants du premier Vichy, celui de 1940, souvent issus de l'Action Française et des cercles qui gravitent autour d'elle (le cercle Fustel de Coulanges par exemple, auquel Weygand a collaboré, ainsi que le général de Castelnau, qui fut en 1924, à la tête de Fédération Nationale Catholique, l'un des adversaires les plus résolus de l'école unique prônée par le Cartel des Gauches ; mais également Abel Bonnard, futur ministre de l'Éducation en 1942-1944), considèrent que cette école républicaine, fondée sur l'héritage de 1789, autour des valeurs d'égalité et d'universalisme, a été détournée, notamment depuis le Front populaire, à des fins politiques par des instituteurs engagés dans la voie socialiste ou communiste et ayant participé, plus ou moins activement, à divers mouvements sociaux, tels la grève du 30 novembre 1938 contre les décrets lois Daladier. L'instituteur public, trop laïque, trop à gauche, devient alors le bouc émissaire et le responsable des maux de la Patrie. D'autant que beaucoup d'entre eux ont été officiers de réserve et sont accusés de ne pas avoir été à la hauteur de cette tâche au cours des combats de mai-juin 1940. Le programme ébauché dès les premiers jours du gouvernement de Vichy est donc parfaitement clair : réformer en profondeur le système d'éducation afin de refaire de l'école le lieu de formation d'une jeunesse patriote, sur la base des valeurs incarnées par le nouveau régime, la famille, le travail, autour d'une morale inspirée par les préceptes de la religion, qui doit retrouver toute sa place perdue depuis presque un siècle, et par un virilisme valorisant les valeurs du corps, la robustesse, la solidarité physique, l'endurance, la résistance au mal, d'où l'insistance sur la pratique sportive sur le mode hébertiste. Au-delà, il s'agit bien de faire de l'école l'assise de la France nouvelle en espérant des enseignants qu'ils en soient les relais, comme ils avaient été ceux du patriotisme républicain dans les années 1880-1900.

Pour ce faire, une épuration du monde enseignant doit être mise en œuvre, afin d'écarter ou de contrôler des maîtres trop engagés politiquement ou dont le rôle social en dehors de l'école est jugé nocif (par exemple les secrétaires de mairie). Les exemples de ces exigences peuvent être multipliés ; dès le 28 juin, dans un manifeste distribué à Bordeaux, le général Weygand affirme :

[...] L'éducation de notre jeunesse est à réformer. Ces réformes sont trop fondamentales pour qu'elles puissent être accomplies par un personnel usé qui n'inspire plus confiance. La France ne comprendrait pas qu'on la livre encore une fois à lui. Elle en perdrait foi en son redressement. [...]

Dans la *Croix* du 28 juin 1940, M^{gr} Saliège, évêque de Toulouse écrit :

« [...] Pour avoir chassé Dieu de l'école, des prétoires de la nation, pour avoir supporté une littérature malsaine, la traite des blanches, pour la promiscuité dégradante des ateliers, des bureaux, des usines, Seigneur, nous vous demandons pardon [...] Quel usage avons-nous fait de la victoire de 1918 ? Quel usage aurions-nous fait d'une victoire facile en 1940 ? [...] »⁸

Paul Claudel, alors thuriféraire du nouveau régime écrit dans son journal le 6 juillet 1940:

« La France est délivrée après 60 ans du joug du parti radical et anticatholique (professeurs, avocats, juifs, francs-maçons... Espérance d'être délivrés du suffrage universel et du parlementarisme ainsi que de la domination méchante et imbécile des instituteurs »⁹. Evoquant le 10 juillet 1940, il poursuit : « Vote de l'Assemblée nationale et fin du régime parlementaire et de la domination des francs-maçons et des instituteurs. Du moins espérons-le. Il n'y aura rien de fait tant que l'on n'aura pas abattu l'université de France et l'éducation classique »¹⁰.

Pétain lui-même le réaffirme solennellement le 15 août 1940 dans un article de *La Revue des Deux Mondes* :

Parmi les tâches qui s'imposent au Gouvernement, il n'en est pas de plus importante que la réforme de l'éducation nationale. Il y avait à la base de notre système éducatif une illusion profonde : c'était de

⁸ Jacques Duquesne, *Les catholiques français sous l'occupation*, Fayard, 1986, p. 33.

⁹ Paul Claudel, *Journal*, Gallimard, Editions de la Pléiade, tome 2 Page 121.

¹⁰ *Ibid.*, page 323.

croire qu'il suffit d'instruire les esprits pour former les cœurs et pour tremper les caractères. [...] Une autre grave erreur de notre enseignement public, c'est qu'il était une école d'individualisme. [...] L'école française de demain enseignera avec le respect de la personne humaine, la famille, la société, la patrie. Elle ne prétendra plus à la neutralité. [...] L'école française sera nationale avant tout, parce que les Français n'ont pas de plus haut intérêt commun que celui de la France [...]. L'école primaire continuera comme par le passé [...] à enseigner le français, les éléments des mathématiques, de l'histoire, de la géographie, mais selon des programmes simplifiés, dépouillés du caractère encyclopédique et théorique qui les détournait de leur objet véritable. Par contre, une place beaucoup plus large y sera faite aux travaux manuels dont la valeur éducative est trop souvent méconnue. Il faudra que les maîtres de notre enseignement primaire se pénétrant de cette idée – et sachent en pénétrer leurs élèves – qu'il n'est pas moins noble et pas moins profitable, même pour l'esprit, de manier l'outil que de tenir la plume, et de connaître à fond un métier, que d'avoir sur toutes choses des clartés superficielles. [...] Nous ne devons jamais perdre de vue que le but de l'éducation est de faire de tous les Français des hommes ayant le goût du travail et l'amour de l'effort. [...] Restituer dans toute leur plénitude ces vertus d'homme, c'est l'immense problème qui se pose à nous. La formation d'une jeunesse sportive répond à une partie de ce problème. Les projets actuels du ministre de la Jeunesse visent à rendre à la race française santé, courage, discipline. [...]

L'école primaire ainsi conçue [...] substituera à l'idéal encyclopédique de l'homme abstrait, conçu par des citadins et pour des citadins, l'idéal beaucoup plus large, beaucoup plus humain de l'homme appuyé sur un sol et sur un métier déterminés. Elle donnera aux paysans un sentiment nouveau de leur dignité. [...] Mes chers amis, on vous a parlé souvent depuis quelques années de l'École unique. L'École unique, c'était un mensonge parmi beaucoup d'autres, c'était, sous couleur d'unité, une école de division, de lutte sociale, de destruction nationale ».

Cette vision de l'école est relayée par la presse, maréchaliste ou collaborationniste. Le 20 mai 1943, alors que la Révolution Nationale est bien mal en point, une revue, *L'Espoir Français*, créée par Georges Servoingt¹¹, publie un numéro, intitulé *Le Maréchal et l'école*, dans lequel sont fustigées « *Les déviations de enseignement primaire sous la Troisième République* » : l'individualisme et le collectivisme, l'encyclopédisme et l'abstraction; l'intellectualisme, la négation de la Patrie et une laïcité décrite comme agressive et intolérante.

Vichy et l'école ; les mesures de rupture avec l'Ecole de la IIIe République

Six ministres de l'Education se succèdent pour mettre en œuvre les mesures découlant de cette idéologie : Albert Rivaud, Emile Mireaux, Georges Ripert, Jacques Chevalier, Jérôme Carcopino et Abel Bonnard¹². Dès l'été 1940, les premières mesures sont mises en œuvre. Le 3 septembre une loi abroge celle de 1904 qui interdisait les congrégations d'enseignement. Le 18 septembre, les écoles normales où étaient formés les instituteurs, considérées comme des lieux de diffusion d'une idéologie perverse, sont fermées. Les maîtres seront désormais formés au lycée pendant trois ans avant une année en IFP (Institut de formation professionnelle). Quelques semaines plus tard, Jacques Chevalier¹³, catholique engagé, secrétaire général du ministère puis ministre du 14 décembre 1940 au 23 février 1941, mène une politique de reconquête religieuse à l'école et promulgue des décrets qui rétablissent la notion des « *devoirs envers Dieu* » et la possibilité d'un enseignement religieux à l'école ; et même, pendant quelques semaines, il le rend possible au sein du bâtiment de l'école publique (janvier 1941).

¹¹ Georges Servoingt (1896-1968) a fondé *L'Espoir Français* en 1934 et s'est fait une spécialité de la lutte contre le Front populaire et le communisme. Après une brève interruption en 1940, il reprend la publication, adhère à la Révolution Nationale et insère sur la manchette une francisque entre les deux noms qui composent le titre. Il cesse de paraître en juin 1944 après 454 numéros.

¹² A partir de la nomination d'Abel Bonnard en 1942, l'essentiel des services du ministère sont à Paris et l'hôtel Plaza de Vichy est relégué au second plan. Le ministre Bonnard ne vient à Vichy que pour des conseils des ministres ou des événements particuliers.

¹³ Originaire de Cérilly, Jacques Chevalier était professeur de philosophie à l'université de Grenoble. En 1937, il avait accepté une mission auprès de Franco en Espagne afin de participer à la réforme de l'enseignement dans la péninsule. N'ayant pas demandé l'autorisation à son ministre de tutelle, celui-ci, Jean Zay, le rappela fermement à l'ordre et au respect des règles administratives. Il a parfois été dit que Jacques Chevalier était le filleul de Pétain ; si cela semble faux, selon Michèle Cointet (« *L'Eglise sous Vichy* », Perrin, 1998, page 109), le fait que cette rumeur ait pu circuler témoigne de la proximité des deux hommes.

Une loi du 6 janvier 1941 réinstaura l'enseignement hebdomadaire du catéchisme. Les lois sur les sociétés secrètes (13 août 1940) obligent les instituteurs à déclarer leur engagement dans les loges. Enfin, le statut des Juifs du 3 octobre conduit à l'éviction de la fonction publique de nombreux enseignants, surtout dans le secondaire¹⁴. Si certains, d'abord exclus, sont ensuite réintégrés pour services rendus à la Patrie (Marc Bloch) ou grâce à des soutiens (Michel Alexandre), d'autres le sont définitivement.

En parallèle de ces mesures répressives, il s'agit de construire une autre école. Le 15 octobre 1940, le SNI (Syndicat national des instituteurs) est interdit, puis les programmes sont réformés, les manuels scolaires pour une partie censurés ou interdits, dont certains venant de la maison d'édition du SNI, Sudel, pour d'autres réécrits. La droite contre-révolutionnaire, les maurassiens se réjouissent de cette évolution. La hiérarchie catholique applaudit des deux mains la mise en œuvre de mesures qu'elle demande depuis des décennies.

Le tout dans une atmosphère d'idolâtrie à l'égard du chef de l'Etat et de la geste pétainiste. Le folklore maréchaliste est mobilisé *ad nauseam* : confection par les élèves de portraits de Pétain, fabrication de petits objets artisanaux (boîtes d'allumettes, céramiques, envoi de poèmes ; selon Jacques Chevalier, deux millions de dessins sont adressés à Pétain à Noël 1940 ; certains sont réunis dans une exposition qui se tient au musée Galliera à Paris). Sans compter le rappel à chanter *Maréchal Nous Voilà* lors de certaines occasions, et en principe tous les jours, même en zone Nord.

S'y ajoute une épuration du corps enseignant, explicitement revendiquée par les autorités. Le 15 novembre 1940, Georges Ripert alors secrétaire d'Etat à l'Instruction Publique adresse une circulaire aux Recteurs et aux Inspecteurs d'académie, leur demandant d'établir une liste des enseignants à relever de leurs fonctions, notamment « *ceux qui, dans ces dernières années, ont consacré une partie de leur temps à une agitation politique contraire aux intérêts de la France et persévèrent dans leur action, ou ceux qui se sont livrés dans le passé à des manifestations politiques de désordre social de nature à faire disparaître leur autorité morale* »¹⁵. Les préfets, dont dépendent alors les instituteurs, relaient cette exigence. Ainsi le préfet Joseph Porte, préfet de l'Allier, dans un rapport au secrétaire général à la Police le 24 novembre 1941, se félicite de l'action qu'il a entreprise contre des instituteurs dissidents.

« Avant la guerre 1939-1940, le corps des instituteurs de l'Allier était certainement celui qui, en France, manifestait les idées les plus avancées. 35% étaient affiliés au syndicat unitaire et les autres à la vieille CGT. Cet état d'esprit se précisa lors de la grève du 30 novembre 1938 où la grande majorité des maîtres obéit à l'ordre donné par le Syndicat National. Il fait dire à la décharge des instituteurs que Préfet, Inspecteur d'Académie faisaient preuve d'une faiblesse notoire, obéissant aux injonctions des hommes politiques locaux et en particulier de M. Marx Dormoy, qui favorisaient l'avancement des meneurs pour s'assurer les voix communiste. On vit mieux, une inspectrice primaire, Mme Fredeyre, que je fis interner dès mon arrivée, user de son influence auprès de maîtres et maitresses hésitants afin qu'ils obéissent à l'ordre de grève, recommander les méthodes pédagogiques communistes de l'instituteur Frenet (sic).

Les autres inspecteurs primaires, sauf le directeur de l'Ecole Normale, suivaient la pusillanimité du Préfet d'alors et de l'Inspecteur d'Académie.

Telle était la situation du corps enseignant lors des événements de juin 1940. Dès ma nomination comme ma nomination comme Préfet de l'Allier, j'ai pris des mesures de sécurité vis-à-vis des principaux meneurs. Mme Fredeyre, Inspectrice à Gannat et son mari directeur d'Ecole Supérieure à Saint-Pourçain, furent internés ainsi que Guillaumin, directeur à Vichy, les époux Valignat instituteurs à Montluçon et Servant instituteur à Montluçon. Les époux Cluzel de Dompierre furent mis à la retraite, un certain nombre de maîtres furent déplacés en dehors du département et signalés aux Préfets intéressés ; d'autres en assez grand nombre, furent mutés dans le cadre départemental... »¹⁶.

Vichy et l'Ecole ; les obstacles aux réformes scolaires ; des textes à la pratique des classes

¹⁴ Dans ses Mémoires, Paul Baudoin, alors ministre des Affaires étrangères note que Pétain « *insiste particulièrement pour que la Justice et l'Enseignement ne contiennent plus aucun juif* ». *Neuf mois au gouvernement*, La Table Ronde 1948.

¹⁵ AN F 17 13338

¹⁶ AD Allier 996W 151

Certains obstacles sont intrinsèques au fonctionnement de l'école. D'autres lui sont extérieurs et sont probablement les plus importants. Ce qui pose en fait la question de la résistance au sein de l'institution scolaire ; les maîtres qui entrent en résistance le font-ils pour des raisons liées à l'exercice de leur métier, à la conception qu'ils en ont, pour des raisons strictement professionnelles, ou bien en fonction de motivations autres, d'ordre patriotique ou idéologique ?

Les réformes se font dans un contexte matériel sur lequel l'on n'insistera guère ici mais qui est essentiel : bâtiments scolaires dégradés par les combats de 1940, souvent réquisitionnés par l'occupant en zone Nord dès 1940, en zone Sud après 1942, ou hâtivement construits (la Restauration à Vichy qui devient, à compter de septembre 1940, une annexe du Lycée Blaise Pascal de Clermont; le lycée Banville de Moulins transféré au château de Bellevue à Yzeure) ; pénuries de toute nature, de matériel scolaire, de nourriture pour les familles et les cantines scolaires, de vêtements et de chaussures, tout cela entraînant des difficultés de santé (perte de poids, anémie), de la fatigue chez les enfants. Et ce, alors qu'il faut, dans le même temps, accueillir parfois de nouveaux élèves, transférés de leur région d'origine ; ainsi, au début de 1943, 2000 enfants venant de Marseille et sa région sont transférés en Haute-Loire.

S'y ajoute une pénurie d'enseignants qui dure tout au long de la guerre. Elle est liée à l'absence d'instituteurs prisonniers, à la loi du 11 octobre 1940 qui incite à les femmes mariées à quitter le service public, à la médiocrité des salaires, à la faiblesse du nombre de candidatures aux concours de recrutement (en 1943 le nombre de candidats a diminué de 58% par rapport à 1939 pour les instituteurs et de 53% pour les institutrices), qui entraîne l'obligation de recruter des suppléants, à partir de 18 ans, possédant un diplôme de l'enseignement secondaire, le brevet élémentaire et éventuellement le baccalauréat¹⁷. Pour pallier ces pénuries, on en vient parfois aux classes de mi-temps, comme à Grenoble à la rentrée 1943. Mais d'où également le nombre finalement plus faible que prévu des internements d'instituteurs que l'on n'est dans l'incapacité de remplacer. Dans le Cantal, 13 sont mutés, dont un inspecteur primaire entre la fin 1940 et le début de 1941 ; ils sont remplacés par des enseignants venus d'autres départements, eux aussi mutés d'office¹⁸. John Sweets cite le chiffre d'une trentaine d'instituteurs déplacés ou mis à la retraite dans le Puy de Dôme¹⁹. Pour l'Allier, Georges Rougeron signale cinq révocations, six mises à la retraite d'office, sept déplacements hors du département, douze déplacements à l'intérieur de celui-ci. La plupart de ces enseignants sont sanctionnés pour appartenance à des organisations communistes (dans l'Allier, Valignat, Servant, Guillaumin, internés en Algérie) ou ayant des liens avec les socialistes (Jeanne Dormoy)²⁰.

Il faut y ajouter le rejet que suscite chez beaucoup d'instituteurs la brutalité du changement imposé par les nouvelles autorités, la rupture violente avec la tradition laïque de la Troisième République qui peut dissuader certains d'entrer dans un métier qu'ils ne reconnaissent plus. Enfin, la multiplication des tâches imposées peut également rebuter; l'instituteur doit désormais non seulement gérer sa classe, mais s'occuper des jardins scolaires, de l'enseignement agricole post scolaire, des œuvres charitables liées au Secours national (colis aux prisonniers, lutte contre la tuberculose) et s'impliquer dans ce qui devient un sacerdoce social péri et post-scolaire.

Complétons le tableau en évoquant des enseignements nouveaux qui déstabilisent des instituteurs peu formés en ces domaines : l'activité sportive désormais théoriquement imposée dans le cadre de l'Education Générale et Sportive mise en place, en principe à raison de sept heures par semaine, par le commissariat aux Sports sous la direction de Borotra, puis de Pascot (chaque école doit avoir en théorie son terrain de jeux et d'éducation physique); des séances de gymnastique corrective, de chant choral, de secourisme doivent théoriquement être dispensées. Malgré un stage de 9 heures au premier trimestre de l'année scolaire, bien des instituteurs, surtout parmi les plus anciens, auront quelque mal à remplir les objectifs du cahier des charges qui leur a été donné. Il y a loin, chacun le sait, des directives ministérielles à la mise en place effective dans le plus profond des classes du pays lointain. Beaucoup d'instituteurs, bousculés par des problèmes quotidiens, auront une attitude élastique pour l'application des circulaires.

¹⁷ Où a embaucher sous le statut de contractuelle des femmes que l'on avait contraint à quitter le service public...

¹⁸ E. Martres, *Le Cantal de 1939 à 1945*, De Borée, 1993, pages 58-59.

¹⁹ *Clermont-Ferrand à l'heure allemande*, Plon, 1986, page 52.

²⁰ Georges Rougeron, *Quand Vichy était capitale, 1940-1944*, Horvath, 1983, page 93. Jeanne Dormoy est déplacée à Cheylade (Cantal).

D'autant que paradoxalement pour un régime autoritaire, il devient de plus en plus difficile d'assurer un contrôle régulier de l'application des textes officiels. Les inspecteurs, faute d'essence ou de véhicules, ne peuvent plus circuler aussi facilement dans leurs circonscriptions ; beaucoup d'enseignants sont laissés à eux-mêmes.

Mais, probablement²¹, si le monde enseignant se montre d'emblée rétif, se situe dans le non consentement, cela ne signifie pas qu'il entre d'emblée en résistance, il s'en faut de beaucoup. La plupart des enseignants font le dos rond²², comme beaucoup de Français, dans un pays abasourdi par la défaite et où, même ceux qui voudraient exprimer une opposition sont encore isolés et démunis. John Sweets cite un rapport du préfet du Puy de Dôme en 1942 : « *si quelques membres de cet enseignement affectent encore une certaine neutralité à l'égard de l'action du gouvernement du Maréchal, ils ne manifestent, ouvertement du moins, aucune hostilité envers l'œuvre de redressement qu'il a entreprise* »²³. La crainte de la répression joue évidemment son rôle ; dans son journal inédit, Auguste Pinton, ancien adjoint d'Herriot à la mairie de Lyon et lui-même professeur d'histoire-géographie au lycée Ampère, évoque « *la trique qui a une singulière puissance de persuasion* » (page 63). Léon Werth fait un constat analogue et rapporte un dialogue qu'il a eu le 22 octobre 1940 avec l'instituteur de son village du Jura :

« *On veut faire de nous des mouchards, des espions... Réagirez-vous ?* »

*On ne peut que rester passif... La majorité ne bougera pas. Il faut penser à sa croûte. A moins que quelque chose ne change. A moins que l'Angleterre... »*²⁴

Autre témoin et acteur de l'époque, Charles d'Aragon, membre de Combat et peu suspect de sympathie pour le régime de Pétain, qui dans son livre « *Une Résistance sans héroïsme* »²⁵ affirme, non sans exagération : « *Les écoles de la zone libre s'étaient pour un temps transformées en temples de la Révolution Nationale. Que d'adultes vivent aujourd'hui qui ont appris les paroles de Maréchal nous voilà ! sous la férule d'un magister laïque ! Les « hussards noirs » de la République avaient égaré leurs montures dans la nuit. Ils ne furent point isolés dans les jours de déconfiture. Mais il était plaisant de voir ces diacres plaisants de l'anticléricalisme se ranger dans le même camp que les évêques bénisseurs et que les cheveau-légers de l'ordre moral* ».

Ajoutons-y le fait que beaucoup sont anciens combattants de 1914-1918 et peuvent manifester un attachement à Pétain et demeurer maréchalistes²⁶ et que la tradition pacifiste du SNI peut jouer son rôle.

D'autres, sans doute minoritaires mais cependant nombreux, trouvent des accommodements, peuvent occuper des postes convoités de longue date, envisager des promotions ; enfin, il y eut aussi, dans le

²¹ Une idée, assez communément admise, voudrait que le monde de l'enseignement, mithridatisé par des décennies de république laïque, nourri au lait des Lumières et du néokantisme, se soit d'emblée et presque unanimement, levé contre le nouveau régime et soit devenu le fer de lance de la Résistance, au nom de la défense de la démocratie. A vrai dire, nul de le sait, en l'absence de tout travail universitaire sur l'attitude des instituteurs entre 1940 et 1944. Des recherches sur ce sujet d'importance seraient bienvenues, en partant, pour d'évidentes raisons de documentation, de situations départementales ou régionales.

²² La synthèse des rapports des préfets en novembre 1941 indique : « *Le corps enseignant observe dans l'ensemble une attitude correcte et se consacre avec application à sa tâche en se conformant aux directives gouvernementales. Les diverses sanctions administratives qui ont été prises (déplacements à l'intérieur des départements ou mutations de département à département) ont exercé une influence modératrice sur l'esprit du personnel enseignant. Il semble cependant que la conduite de bon nombre de ses membres soit encore dictée par des raisons d'opportunité ; mais une notion discrète et continue, visant à la persuasion et portant plus spécialement sur les jeunes membres du personnel enseignant, devrait, semble-t-il, pouvoir donner des résultats efficaces. L'application des nouveaux programmes se poursuit progressivement; cette réforme est bien accueillie par le personnel enseignant qui reconnaît que les modifications apportées donnent satisfaction à des souhaits maintes fois exprimés. Les établissements scolaires se sont très activement associés à la campagne de récupération des métaux non ferreux. Élèves et étudiants ont répondu à l'effort qui leur était demandé.* »

²³ John Sweets, *Clermont-Ferrand à l'heure allemande*, Plon, 1986, page 53.

²⁴ Léon Werth, *Déposition*, Viviane Hamy, 1992, page 68.

²⁵ Charles d'Aragon, *La Résistance sans héroïsme*, Seuil, 1977, pages 57-58. Réédition 2017 aux Editions du Tricorne.

²⁶ François Rouquet, *Une épuration ordinaire*, Biblis, 2018, page 149. Il cite un instituteur qui affirme avoir « *cru en l'énergie d'un Pétain pour replacer la France dans la voie de son destin* »

monde enseignant des collaborationnistes avérés ; à la Libération, 5091 enseignants furent concernés par un processus devant les commissions d'épuration administrative, 1700 obtinrent un non-lieu, 3391 membres de l'Education Nationale subissent une sanction administrative, dont 1109 licenciements et 2282 autres sanctions (mise en retraite d'office, mutation imposée)²⁷. F. Rouquet cite le cas d'une institutrice militante du Francisme²⁸. Certains ont été membres des ADI, puis API (Association professionnelle des Instituteurs) fondées par Vichy, parfois à partir d'anciens du SNI et de sa branche ultra munichoise, relayés par le RNP de Déat et son Union de l'Enseignement créée en 1942. C'est sans doute une minorité, mais elle n'est pas négligeable.

C'est pour des raisons tout à fait extérieures au fonctionnement de l'institution scolaire que d'autres entrent en Résistance. Leur attachement à la République, leur enracinement laïc, parfois syndical, souvent politique, jouent sans doute le rôle principal. Pacifistes avant 1939, engagés dans un syndicat, le SNI, qui l'était fortement, ils n'en sont pas moins patriotes. Le pacifisme n'est pas antinomique de ce patriotisme, comme l'a montré Antoine Prost dans sa thèse sur les anciens combattants. Pour ne prendre qu'un exemple auvergnat, bien connu à Clermont-Ferrand et à Vichy, Fernand Lafaye, né en 1887, instituteur à Vichy, est l'un des membres actifs de la section SFIO de Vichy avant 1939 ; hostile à l'orientation anti laïque de l'institution scolaire pétainiste, il demande une retraite anticipée en 1941 et s'engage progressivement dans une résistance, ce qui le conduit à la participation aux combats du Mont Mouchet, où il meurt en juin 1944, quelques jours avant sa fille, Marinette Menut, arrêtée et martyrisée par les nazis. Des instituteurs, déstabilisés à la fois par des réformes scolaires qui vont à l'encontre de leur culture politique, de la conception qu'ils ont de leur métier, mais également de plus en plus révoltés par l'humiliation de la Patrie occupée, par la collaboration et la dérive répressive du régime de Vichy, basculent progressivement vers l'opposition active²⁹.

Vichy et l'école ; la visite à Périgny, une tentative de reconquête du monde enseignant ?

On ne dira jamais assez combien, durant cette période dite des années noires, la chronologie est capitale, surtout en un temps où les accélérations de la conjoncture mettent à mal les projets apparemment les mieux élaborés. En octobre 1941, date de la visite à Périgny, si les objectifs généraux de la politique scolaire n'ont pas fondamentalement changé depuis 1940, les autorités ont compris que les méthodes parfois brutales mises en œuvre depuis cette date avaient pu avoir des effets pervers. Si, d'une façon générale, le monde enseignant ne s'est pas massivement rebellé, et s'il a plutôt fait le dos rond et montré, comme la majorité des Français, une forme d'inertie face aux exigences gouvernementales, il n'en a pas moins été choqué par les ruptures avec la tradition républicaine, libérale, laïque et universaliste ; d'évidence, s'il n'est pas à cette date dans une opposition active, il ne fait pas partie, chacun en a conscience, des soutiens de la Révolution Nationale. D'autre part, la révocation de certains enseignants, et surtout l'absence des instituteurs prisonniers, ont profondément désorganisé le système éducatif et réduit les capacités d'encadrement. Enfin, les pénuries de toutes natures, de matériel scolaire, mais surtout de nourriture pour bien des cantines scolaires, rendent les conditions d'enseignement particulièrement difficiles. Devant ces difficultés, l'attentisme de beaucoup d'instituteurs pourrait donc se muer en opposition, d'autant que la politique outrageusement favorable aux écoles catholiques menée par Jacques Chevalier entre septembre 1940 et février 1941 a profondément choqué les instituteurs de la « laïque » et a pu raviver un anticléricalisme latent³⁰.

²⁷ François Rouquet, op.cit., pages 141 -143.

²⁸ François Rouquet, op.cit., page 168.

²⁹ Mathieu Devigne, *L'école des années noires*, PUF, 2018, pages 41-42.

³⁰ Cette visite à Périgny se déroule deux mois après le discours du 12 août 1941, au cours duquel Pétain avait affirmé : « *De plusieurs régions de France, je sens se lever depuis quelques semaines un vent mauvais. L'inquiétude gagne les esprits, le doute s'empare des âmes. L'autorité de mon gouvernement est discutée ; les ordres sont souvent mal exécutés (...) Nos difficultés intérieures sont faites surtout du trouble des esprits, de la pénurie des hommes et de la raréfaction des produits* ». Tous les rapports des préfets notent, à l'automne 1941, une perte de popularité de Pétain et le recul du soutien à sa politique ; cf. Pierre Laborie, *L'opinion française sous Vichy*, Seuil, 1990. Ce constat vaut aussi pour le monde de l'enseignement...

Le remplacement de Chevalier par Carcopino en février 1941, s'il ne remet pas en cause les grandes orientations scolaires, correspond bien à une première tentative d'apaisement dans leur mise en œuvre. Le pouvoir, s'il ne change pas de philosophie en la matière, la conduit désormais avec plus de prudence et, par exemple, ne revient pas sur l'une des mesures phares décidées par Jean Zay en 1936, l'allongement de la durée de la scolarité à quatorze ans. Carcopino abandonne l'enseignement religieux dans les bâtiments scolaires et remplace la notion de « *devoirs envers Dieu* » par celle, moins provocatrice de « *valeurs spirituelles de la Patrie et de la civilisation chrétienne* » (10 mars 1942). Le 15 avril 1941, à la suite d'incidents liés à la réinstallation plus ou moins « sauvage » d'emblèmes religieux dans certaines écoles, Darlan, qui se souvient peut-être qu'il est le fils d'un notable radical-socialiste du Lot-et-Garonne qui fut ministre des Cultes en 1896 dans un gouvernement Méline, s'adresse aux préfets pour demander une certaine neutralité dans le cadre de la classe : « *ces initiatives sont contraires au principe de neutralité qui demeure la base de la législation* ».

La visite à Périgny s'inscrit donc aussi dans cette tentative, sinon de reconquête des instituteurs, tout au moins pour trouver avec eux un *modus vivendi*. D'autant qu'il existe des points de rencontre possible entre les instituteurs et le régime ; le premier est le pacifisme dominant dans l'ancien syndicat des instituteurs, dont le secrétaire général André Delmas fut avant 1939 une incarnation. Une autre est le régionalisme, que le régime de Vichy met officiellement à l'honneur³¹ : l'idéalisation de la petite Patrie, l'enseignement de l'histoire locale, de la géographie locale (la géographie des « pays » selon Foncin), l'écriture de monographies locales à destination des élèves, les folklores locaux que la Troisième République avait explicitement encouragés, les arts et traditions populaires, costumes, fêtes, célébrées comme des éléments de l'identité française, faite de diversité transcendée par l'attachement à la Grande Patrie³². L'on comprend que nombre d'entre eux aient pu faire un bout de chemin avec Vichy, celui de 1940-1941, sur la base de ce régionalisme ; ce fut le cas par exemple d'Abel Boisselier, directeur du collège de Cusset, qui dirige en 1942 le groupe régionaliste bourbonnais dont il est le délégué provincial³³. Pour eux, comme pour d'autres, il y eut bien pendant quelques mois, voire plus, une hypothèque Vichy et elle ne fut que progressivement levée³⁴. Il peut donc y avoir des continuités entre le discours culturel de la Troisième République et celui de Vichy.

La troisième possibilité de rencontre est la ruralité et le travail manuel, bases de la révolution nationale mais qui furent aussi, on l'oublie trop souvent, l'un des objectifs de l'enseignement primaire des années 1880-1940 ; former de bons ouvriers de la terre, privilégier les aspects pratiques : leçons de choses, de greffage, sylviculture, connaissance des animaux, lutte contre le phylloxera au début du vingtième siècle ; en 1927, Edouard Herriot, ministre de l'Instruction publique avait publié une circulaire invitant à organiser au moins dix visites d'exploitations agricoles chaque année. L'autre point de rencontre est la morale, considérée par la IIIe République comme la base d'une nation éclairée et civilisée, et par Vichy comme le fondement permettant de retrouver les vertus supposées antiques. C'est pourquoi Pétain et son gouvernement souhaitent renouveler ce rite de la visite aux écoles rurales en 1941 et lui donner un écho national.

L'on ne peut manquer de remarquer que bien des thématiques développées à Périgny reprennent pour partie les mots et les valeurs que portaient les cours de morale dans les écoles de la IIIe République, voire dans certains livres de lecture. Les instituteurs et au-delà les familles peuvent donc y voir une forme de continuité, ce qui peut contribuer à les rassurer à un moment où la Révolution Nationale semble marquer le pas, et où le corps enseignant, jusque-là bousculé, a besoin d'être rasséréiné après les soubresauts du ministère Chevalier. La visite à Périgny serait donc, sans le dire explicitement, une tentative pour rétablir le contact avec des personnels déstabilisés par la politique conduite en 1940 en leur donnant le sentiment d'une continuité maintenue avec le moralisme éducatif des années d'avant-guerre. D'où peut-être le caractère lisse, voire fade des propos du Maréchal, dans lesquels beaucoup pourraient se reconnaître ; qui serait en effet contre la loyauté et l'honnêteté énoncées par Pétain comme

³¹ Jean-François Chanet, *L'école et les petites patries*, Aubier, 1996, page 154.

³² Christian Faure, *Le projet culturel de Vichy*, Presses universitaires de Lyon, 1989.

³³ Abel Boisselier évoque ces sujets avec la journaliste Jeanne Corre dans le journal maréchaliste *Le Progrès de l'Allier* (Edition de Vichy) le 15 janvier 1942.

³⁴ Cf. Denis Peschanski, Laurent Douzou. *La Résistance française face à l'hypothèque Vichy*. Annali della Fondazione Giangiacomo Feltrinelli, 1996.

des vertus cardinales ? La visite à Périgny, qui se situe quelques semaines après que Pétain ait dénoncé « le vent mauvais » serait, tout autant qu'une manifestation d'un pétainisme en action, une tentative maladroite de calmer une opinion en quête de continuité, par le recours à un moralisme de premier degré et à l'idéalisation des petites patries, que la Troisième République avait mises en avant³⁵.

L'écho du discours semble pourtant assez mitigé. La presse locale est la plus louangeuse. *Le Centre*, depuis Montluçon, est quasi extatique ; son éditorialiste, Jousain du Rieu, évoque « *le sourire paternel du maréchal* » et des « *élèves émerveillés* ». *Le Progrès de l'Allier*, journal de l'ancien ministre et sénateur radical Marcel Régnier, rallié au maréchalisme, est plus factuel, mais non moins favorable, évoquant « *la paternelle bonté du chef de l'Etat* », et ajoutant même des articles appelant à la réforme des manuels scolaires. La presse régionale est moins louangeuse. *La Montagne* se contente de publier en une le texte du discours de Pétain, sans commentaire. *Le Moniteur du Puy de Dôme* de Pierre Laval³⁶, tout comme *l'Avenir du Plateau Central*, à Clermont-Ferrand, publient en une des articles qui reprennent *in extenso*, sans autre commentaire, le texte préparé par les services du ministère de l'information. La presse parisienne est encore plus distante. Ni *Le Matin*, ni *Paris-Soir* ne parlent de la visite à Périgny. *L'Œuvre*, de Marcel Déat, se limite à la publication du discours sans commentaire et d'une photo d'écoliers parisiens écoutant la retransmission radiophonique. Il n'y a guère que les thuriféraires du régime qui mettent en avant ce discours. Ainsi Marcel Genermont, architecte et érudit devenu adjoint au maire de Moulins, publie un recueil de lectures et de dictées à destination des élèves bourbonnais, dans lequel il insère une double page relative au discours de Périgny, et affiche sa volonté de répondre au « *désir du chef vénéré* » et de donner un substrat intellectuel à l'œuvre de « *renovation nationale* »³⁷.

Cette visite à Périgny, outre qu'elle poursuit les visites faites à Billezois, puis à Lalizolle, préfigure d'autres rencontres du chef de l'Etat avec le monde de l'enseignement primaire. Deux semaines après sa visite à Périgny, il reçoit à l'hôtel du Parc une délégation d'instituteurs et remet à chacun d'eux un exemplaire de ses discours³⁸. Un an plus tard, le 3 septembre 1942 est organisée à Vichy une journée des instituteurs. Renouvelant ce qui avait été fait en septembre 1941, Pétain inaugure, à l'école Carnot et à l'école Jules Ferry de Vichy, une exposition d'enseignement agricole et ménager et d'artisanat rural qui présente les travaux réalisés par les élèves des écoles de l'Allier³⁹. Il prononce à cette occasion un nouveau discours à l'adresse des instituteurs. Pierre Laval fait de même lors d'un banquet réunissant mille maîtres, qu'il a fallu répartir dans trois salles différentes, dont une au Majestic. Le Préfet Lucien Porte se fend d'une conférence au Grand Casino de Vichy, en présence d'Abel Bonnard, ministre secrétaire d'Etat à l'Education Nationale. Elle sera suivie d'un concert « offert » aux instituteurs et institutrices de l'Allier, auxquels le parterre du théâtre est entièrement réservé⁴⁰. Si les valeurs développées demeurent les mêmes que celles présentées à Périgny (Pétain : « *dans les bourgs et les villages, plus près des idées essentielles que dans la confusion des grandes villes* »), l'on y développe des initiatives nouvelles : augmentation des salaires des instituteurs et appel explicite à leur collaboration : « *Je suis résolu à rendre à votre fonction la dignité qui lui revient. Je veux que vous soyez honorés et que les conditions de votre vie soient assez assurées pour vous permettre de les oublier en vous donnant à votre tâche* ». Laval va même jusqu'à affirmer : « *votre collaboration m'est indispensable* ».

Le 28 avril 1943, la tentative de séduction des instituteurs se poursuit. Pétain reçoit à l'Hôtel du Parc, une délégation conduite par Michel Dexmier, directeur d'un cours complémentaire dans l'Indre et Président des API (Association Professionnelle des Instituteurs), organisme corporatif créé par Abel Bonnard, qui vise à suppléer l'ancien SNI, interdit depuis 1940. Le chef de l'Etat prononce un discours

³⁵ Jean-François Chanet, op.cit.

³⁶ Il est vrai qu'à cette date, Pierre Laval n'est plus en grâce depuis le « coup » du 13 décembre.

³⁷ Marcel Genermont, *Bourbonnais, mon beau pays*, Les imprimeries réunies, Moulins, 1941, pages 4 et 6-7.

³⁸ *Le Progrès de l'Allier*, 28 octobre 1941.

³⁹ On y trouve des costumes de théâtre et de folklore, des jouets en bois peint, des poteries, de la dentelle, de la broderie, des reliures, des produits agricoles, (raves de Besson, choux « monstrueux » d'Aurouer, potirons de Bressolles, et même betteraves de Périgny - à nouveau à l'honneur) sans compter des plats cuisinés, potée, tartelettes et un pâté aux poires bourbonnais ! *Le Progrès de l'Allier* 4 et 5 septembre 1942. Autrement dit un compendium des productions de la France rurale.

⁴⁰ *Le Progrès de l'Allier*, 3,4 et 5 septembre 1942.

dans lequel il appelle les maîtres à « *former de bons citoyens, conscients de leurs devoirs. On parle trop souvent de droits, jamais de devoirs* ». ⁴¹

Pour autant, ces tentatives n'auront guère de succès. Si les salaires des instituteurs sont revalorisés par Carcopino une première fois en mars 1942 (200 francs mensuels, plus une indemnité de fonction pour 55% des personnels), puis une nouvelle fois en novembre de la même année et enfin avec Abel Bonnard en janvier 1944 (plus 100% pour les débuts de carrière, 62% pour la hors-classe), les hausses demeurent insuffisantes et vite rongées par l'inflation ; le salaire annuel s'échelonne de 11 500 à 26 500 francs selon l'ancienneté, soit moins qu'un rédacteur de préfecture, qu'un officier de police et même que celui d'un moniteur d'Education physique. Au point que le métier demeure frappé d'une désaffection marquée dans les concours de recrutement. Surtout, déjà très réticents au nouvel ordre en 1940, les instituteurs deviennent, pour une part notable, des opposants voire des résistants. Il est vrai que les engagements collaborationnistes ⁴² d'Abel Bonnard poussent beaucoup d'entre eux dans l'action, mais le basculement dans la Résistance se fait sans doute plus pour des raisons politiques globales que pour des motifs liés strictement aux questions d'éducation. La profession et au-delà le monde enseignant occupent une place importante dans les organisations de résistance (29% des effectifs des MUR selon Marc Sadoun ⁴³). La brutalité de la rupture de 1940, assimilable à une volonté de revanche, la remise en cause d'un héritage de laïcité et d'universalisme ont d'emblée éloigné le monde de l'enseignement du régime de Vichy et les tentatives telles celles de Périgny, entreprises par celui-ci afin de renouer le lien, se soldent par un échec.

M.P.

⁴¹ *Le Progrès de l'Allier*, édition de Vichy, 30 avril 1943.

⁴² Bonnard soutient sans ambiguïté la création de la Milice en janvier 1943, approuve le STO en février de la même année, et se prononce pour un engagement militaire accru auprès de l'Allemagne, soutient la création de la Légion tricolore. Le 5 juillet 1944, il est le premier signataire d'une « Déclaration sur la situation politique » adressée à Pétain et qui réclame une modification du gouvernement et de sa politique dans le sens d'une collaboration poussée à son extrémité. Voir la biographie d'Abel Bonnard par Vincent Azoulay, *Abel Bonnard, plume de la Collaboration*, Perrin 2022.

⁴³ Marc Sadoun, *Les socialistes sous l'occupation*, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1982, page 248.